mot de pardon, elle avait résolu de s'adresser au prêtre. L'homme de Dieu discuta le problème avec une gravité toute sacerdotale, et la jeune dame ne pouvait s'expliquer pourquoi elle était ravie de l'entendre hésiter parfois. Il convint qu'au point de vue du droit civil et de la législation canonique, on pouvait demander et obtenir la séparation conjugale. Mais au-dessus de cette froide procédure, il eut soin de faire reluire la véritable pensée chrétienne, je veux dire la solution suggérée par l'esprit de l'Évangile et non l'échappatoire autorisée par la lettre. Le mot final fut celui-ci : " Restez au logis. Ne proférez pas une parole. Mais que votre attitude, vos procédés attestent que vous n'ignorez rien et que vous pardonnez tout."

Deux années se sont écoulées depuis ces événements. Le repentir et le pardon chrétiens ont opéré des merveilles. Le mari et la femme vivent dans un accord parfait et " leurs yeux qui s'ouvrent " peuvent contempler à nouveau l'étoile un instant cachée par de tristes nuages. Cet article n'a point pour but et n'aura point pour effet de leur infliger une odieuse publicité à laquelle ils surent échapper durant leur impasse conjugale. Mais j'ai cru que leur exemple pouvait servir d'encadrement ou de prétexte à une brève étude sur la séparation domiciliaire des époux, les motifs qui l'autorisent, les formalités qui la précèdent et les exigences de l'esprit chrétien à cet égard.

La cohabitation s'impose aux gens mariés comme un devoir de justice résultant de l'essence même du mariage. Il est dit dans l'Écriture : " L'homme quittera son père et sa mère, il s'attachera à son épouse et ils seront deux dans une seule chair." Cette union matrimoniale, la plus intime qu'on puisse imaginer, comporte évidemment le séjour en commun et il n'y a point lieu d'épiloguer à ce sujet.

Mais, d'autre part, le lien matrimonial pouvant subsister sans le commerce et la cohabitation des conjoints, il s'ensuit que l'autorité peut donner force légale à tout motif jugé suffisant pour interrompre ou faire cesser définitivement la cohabitation, ou le commerce, ou l'un et l'autre à la fois. Le Concile de Trente va jusqu'à frapper d'anathème quiconque dénierait à l'Église un tel pouvoir. L'État jouit également d'une juridiction très étendue sous ce rapport. Mais, puisqu'il s'agit d'un cas de conscience, je veux m'en tenir au seul point de vue religieux ou canonique.